

Introduction

En Europe, l'entrée dans le XXI^e siècle dévoile d'impressionnantes dynamiques politiques et électorales. Sans entrer dans le détail, épingleons d'abord l'accroissement important de l'abstention électorale. Pour les élections considérées comme les plus importantes, les élections de premier ordre, le déclin de la participation électorale est notable : de l'ordre de 10 à 15 points de pour cent¹. Et cette croissance de l'abstention est régulièrement plus manifeste encore pour les scrutins de deuxième ordre. La distinction entre scrutins de premier et second ordres a été proposée par les politologues Karlheinz Reif et Hermann Schmitt. Considérées comme moins décisives et moins centrales dans l'imaginaire des citoyens, les élections de deuxième ordre dévoileraient tendanciellement une plus faible participation électorale, une tendance au vote sanction pour les partis au gouvernement et un « vote de cœur » agencé à un comportement électoral moins stratégique².

Soulignons aussi l'augmentation forte de la volatilité électorale³. Le comportement électoral des électrices et des électeurs est de moins en moins constant. D'un scrutin à l'autre, le nombre de citoyens changeant leur choix est en croissance. Enfin, il convient de souligner l'accroissement significatif de la fragmentation politique et électorale. Dans la majorité des États de

1 P. Delwit, « The End of Voters in Europe? Electoral Turnout in Europe since WWII », *Open Journal of Political Science*, 3/1, 2013, p. 44-52.

2 K. Reif, H. Schmitt, « Nine Second-Order National Elections. A conceptual framework for the analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, 8/1, 1980, p. 3-44 ; K. Reif, « Ten Second-Order Elections », in K. Reif (éd.), *Ten European Elections*, Aldershot, Gower, 1985, p. 1-36.

3 S. Mainwaring, C. Gervasoni, A. Espana-Najera, « Extra and within-system electoral volatility », *Party Politics*, 23, 2017, p. 623-635.

l'Union européenne, les grands partis historiques de centre droit ou de centre gauche se sont tassés, voire effondrés⁴. Les paysages politiques se sont diversifiés, la formation des gouvernements est bien plus longue et complexe qu'auparavant et la défiance de nombre de citoyens envers les autorités publiques s'est accrue⁵. L'évolution de l'indice de fragmentation en porte témoignage. Celui-ci a été mis au point par le politologue Douglas Rae. Pour le calculer, on additionne la proportion de votes mise au carré de chaque parti. L'indice est égal à 1 moins cette proportion. Plus le nombre est proche de 1, plus le système est fragmenté. À l'inverse, plus il avoisine 0, moins il est fragmenté. Dans l'hypothèse où une seule formation politique se présente, l'indice est égal à 0⁶. En Allemagne, il a évolué de 0,76 en 1953 à 0,74 en 1998 et s'est élevé à 0,85 en 2021. En Norvège, il est passé de 0,74 en 1949 à 0,80 en 1997 et s'est fixé à 0,84 en 2021. Autre exemple : aux Pays-Bas, l'indice était de 0,80 en 1948 et 1998 et a atteint 0,89 en 2021. En conséquence, la formation des gouvernements est à la fois de plus en plus difficile et de plus en plus longue.

C'est peu de dire que la Belgique et son système de partis n'échappent pas à ces observations, à l'exception, bien sûr, du déclin de la participation électorale dès lors que le vote est obligatoire.

Au XX^e siècle, l'établissement de certains exécutifs a parfois été long, comme à l'issue du scrutin de décembre 1987. Le gouvernement n'a alors été installé qu'en mai 1988. L'entrée dans le XXI^e siècle donne à voir une longueur désormais banale dans la mise en place des exécutifs fédéraux. À l'exception de la situation qui a prévalu à l'issue des élections législatives de 2003, la dramaturgie autour de la constitution d'un gouvernement fédéral, voire régional, est désormais la règle. Le long accouchement du gouvernement Letermé I en mars 2008 a ouvert la voie. Elle ne s'est pas refermée pour les scrutins ultérieurs. Il a fallu 541 jours

4 Pour ce qui concerne la famille socialiste, nous renvoyons à notre article : P. Delwit, « "This is the final fall". An electoral history of European Social Democracy (1870-2019) », *Cevipol working paper*, 1, 2021, p. 1-58.

5 « Trust in government, policy effectiveness and the governance agenda », in *Government at a Glance*, Paris, OECD Publishing, 2013, p. 19-37.

6 D. Rae, « A note on the fractionalization of some European Party Systems », *Comparative Political Studies*, 3, 1968, p. 413-418.

pour établir une majorité parlementaire après l'élection législative de 2010, 139 jours après celle de 2014 et 493 jours après celle de 2019. Il en a résulté de longues séquences de gouvernement en affaires courantes. Du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2021, le gouvernement fédéral a ainsi été en affaires courantes pendant 1 246 jours.

Lors de précédentes éditions de cet ouvrage, nous avons anticipé et mis en lumière l'émergence de ces dynamiques. Pour autant, cette situation n'était pas tout à fait neuve. En effet, la vie politique belge a été jalonnée de polarisations régulières sur les grands clivages traversant la société. Mais qu'entend-on par « clivages » ?

Dans les années 1960, deux politologues, Stein Rokkan et Seymour Martin Lipset, théorisent cette notion dans le champ politique⁷. À leurs yeux, les clivages naissent dans l'enchaînement de deux révolutions, les révolutions nationale et industrielle, qui se déploient au XIX^e siècle. L'une et l'autre cristallisent un conflit sur deux axes. Le premier est territorial-culturel, le second est fonctionnel, même si un *conflit concret* ne serait « presque jamais exclusivement territorial ou exclusivement fonctionnel ». De la révolution nationale serait né, dans l'axe territorial-culturel, un clivage opposant les tenants de la « culture centrale de construction nationale » aux protagonistes de la « résistance croissante des populations dominées des provinces et des périphéries »⁸. Ce clivage entre le centre et la périphérie voit s'affronter une conception centraliste de l'exercice du pouvoir à une logique de diffusion du pouvoir, faisant parfois écho à la notion de subsidiarité. L'incarnation de la périphérie et l'essence de l'affrontement peuvent être divers : oppositions de nature linguistique, nationale, ethnique ou parfois religieuse.

Dans l'axe fonctionnel, un clivage oppose les défenseurs des privilèges corporatistes de l'Église catholique aux partisans d'un « État-nation centralisateur, normalisateur et mobilisateur »⁹. Il

7 P. Delwit, « Les clivages et la structuration des systèmes partisans », *Pouvoirs*, 2021, 179/4, p. 5-13.

8 S. M. Lipset, S. Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, p. 33.

9 *Ibid.*, p. 33.

s'agit d'un clivage d'essence convictionnelle, régulièrement appelé clivage laïc-clérical, clivage État-Église ou clivage philosophique.

De la révolution industrielle serait issu, dans l'axe territorial-culturel, un clivage entre les intérêts agraires et ceux de la « classe montante des entrepreneurs industriels ». Il s'agit du clivage villes-campagnes ou clivage secteur primaire-secteur secondaire. Dans l'axe fonctionnel, un clivage met en confrontation les « possédants et employeurs » et les « locataires, ouvriers agricoles et travailleurs ». Selon Lipset et Rokkan, nous avons affaire en l'espèce au principal des quatre clivages. Pour Stefano Bartolini, cela ne fait pas de doute : « Le conflit de classe est le principal responsable de la ressemblance des “paysages partisans” à travers l'Europe : ce fut le seul conflit social mobilisé politiquement dans chaque pays européen, ce qui contribua à standardiser les systèmes de partis. »¹⁰

Dans le schéma rokkanien, il y a donc quatre clivages et huit versants ou pôles. Ultimement, Lipset et Rokkan introduisent l'idée d'une troisième révolution, la révolution internationale. Celle-ci ne concernerait que le clivage possédants-travailleurs et, plus précisément, le versant travailleurs. Avec la révolution d'octobre 1917, un clivage interne à ce versant se déploie. Il met aux prises les tenants d'une voie dite réformiste au socialisme aux partisans d'un cheminement révolutionnaire. Les premiers jugent possible une accession graduelle au socialisme dans le cadre de la démocratie représentative. Ils s'incarnent, au sortir de la guerre, dans la famille sociale-démocrate. Les seconds restent ancrés dans une perspective de rupture et constituent le mouvement communiste et ses dissidences successives, en particulier le trotskisme et le maoïsme.

Cet apport théorique majeur génère plusieurs débats dans la littérature scientifique et soulève moult questions. Une des premières renvoie à la définition même du clivage. Paradoxalement, Lipset et Rokkan ne s'appesantissent pas longuement sur le sujet. Un clivage est d'abord un conflit qui se traduit par une opposition dans la vie politique nationale sous la forme d'une lutte partisane et, plus largement, d'organisations sociales en confrontation.

10 S. Bartolini, *La Mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012, p. 26.

Le clivage est ainsi un « type de division particulier », pour reprendre l'analyse de Bartolini, qui l'appréhende comme une ligne de démarcation sociale forte dans un environnement délimité : l'État-nation. Elle suppose ainsi une affirmation identitaire et communautaire, agencée à une perspective du « eux » et du « nous » ; un « côté » face à l'« autre ». Dans les conditions énoncées, cette ligne de démarcation sociale forte se cristallise institutionnellement, en particulier dans la compétition politique et sociale¹¹. Pierre Bréchon insiste sur deux caractéristiques : d'abord la notion de *conflit fondamental* et ensuite sa dimension *pacifiée*, dans la mesure où il trouve à s'exprimer dans le cadre de la démocratie représentative¹².

La Belgique a beaucoup été analysée à l'aune de cette théorie des clivages. À l'estime de très nombreux historiens et politologues, trois des quatre clivages mis en évidence ont joué un rôle nodal dans la structuration et l'évolution du paysage et du système politiques : le clivage philosophique, le clivage possédant-travailleurs et le clivage centre-périphérie. En Belgique, ce dernier clivage a été traduit au prisme de la question linguistique. Il est parfois qualifié de clivage communautaire, pour souligner l'opposition des communautés linguistiques.

Qu'il s'agisse du conflit philosophique, prégnant jusqu'à la signature du pacte scolaire en 1958 et son adoption en 1959, du clivage socio-économique ou de la *querelle* communautaire et linguistique, les moments de crispation entre composantes de l'opinion et acteurs politiques et sociaux ont parfois été âpres et brutaux. À intervalles réguliers, ils ont généré des blocages politiques difficiles à surmonter. Nous l'observerons, les clivages ont façonné le paysage politique dans une logique entrecroisée et non pas cumulative.

Depuis une quarantaine d'années, cette focale sur ces trois clivages et, plus largement, sur les quatre clivages initiaux suggérés par Lipset et Rokkan est questionnée et débattue à l'aune des modifications dans le jeu d'acteurs : partis et citoyens. Certaines familles politiques se sont développées, d'autres subissent un

11 S. Bartolini, « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, 12/1, 2005, p. 13 et s.

12 P. Bréchon, *Les Partis politiques*, Paris, Clef-Montchrestien, 1999, p. 67.

déclin saisissant. Comment approcher ces mues par la théorie des clivages ? Plusieurs propositions sont avancées.

Dès les années 1970, Ronald Inglehart évoque l'avènement d'une nouvelle révolution, la *révolution silencieuse*, titre de son ouvrage majeur¹³. Il y annonce l'avènement d'un bouleversement agencé aux phénomènes générationnels, donnant naissance à une *révolution culturelle*. Les valeurs partagées par des franges importantes des jeunes générations seraient beaucoup moins fixées sur des thématiques matérielles. La révolution culturelle serait liée à la disparition de la Seconde Guerre mondiale comme événement de référence dans les comportements. Elle est aussi pensée en liaison avec l'accession de plus en plus large des jeunes aux études supérieures. Aussi, nombre d'entre eux partageraient et diffuseraient des valeurs dites postmatérialistes : bien-être et qualité de la vie, éthique, protection de l'environnement, promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Partant du travail d'Inglehart, plusieurs scientifiques rattachent l'émergence du postmatérialisme au développement des partis écologistes dans les pays européens. Ces formations sont dépeintes comme reflétant « le plus étroitement le nouvel alignement postindustriel des valeurs politiques » et, sous l'angle organisationnel, comme les acteurs les plus sensibles aux « demandes de participation d'une nouvelle génération de citoyens compétents politiquement et avec un haut capital scolaire »¹⁴. Les travaux d'Inglehart soulèvent aussi une autre problématique pour la théorie des clivages, leur dimension structurante.

L'accès de plus en plus large aux études supérieures et la diversification des sources d'information détacheraient nombre de citoyens d'approches et de lectures inconditionnelles et communautaires. Cette dynamique affecterait la nécessité du *confinement* pour un caractère pleinement opératoire d'un clivage.

La question du rapport aux clivages se pose aussi avec la montée en puissance de quelques formations d'extrême droite, puis le déferlement de la vague de droite radicale. Plusieurs auteurs

13 R. Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

14 P. Mair, « Évaluation des performances politiques des partis verts en Europe », in P. Delwit, J.-M. De Waele (éds), *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 23.

pointent l'hypothèse d'un clivage culturel ou clivage des valeurs. Dès les années 1990, Pietro Ignazi annonce une contre-révolution silencieuse¹⁵. Référant à une réaction aux thématiques et valeurs portées par le mouvement étudiant de 1968, l'hypothèse renvoie aussi à un bouleversement socio-économique lié à la nouvelle division internationale du travail, à l'approfondissement de la mondialisation tant du point de vue de la production et du transport des marchandises que de la circulation des personnes et des travailleurs. Un clivage opposant les gagnants de la modernisation (politique, économique, culturelle) aux perdants de cette même modernisation se cristalliserait¹⁶. En phase avec les travaux d'Inglehart, la ligne de démarcation, notamment dans les nouvelles générations, renverrait au capital culturel, mesuré par le niveau de diplôme obtenu. Dans ce clivage, les partis de droite radicale seraient placés sur le versant *perdants* de la modernisation. Cela expliquerait leur capacité à capter un électorat à la fois proportionnellement plus jeune et moins diplômé que la moyenne. De plus, la dimension *perdants* de la modernisation toucherait un segment des catégories populaires salariées, affectées par une concurrence par le haut et par le bas. Dans une phase de désindustrialisation, de déstructuration des statuts et de perte de prestige symbolique, le monde ouvrier est durement concurrencé à la fois par les nouvelles classes moyennes salariées et par la présence de travailleurs immigrés. Cette dynamique explique aussi un positionnement sur un volet ethnocentrique d'une opposition ethnocentrique *vs* universaliste. Selon les termes de Hooghe, Marks et Wilson, un véritable clivage se serait façonné entre d'un côté les tenants d'une approche verte, alternative libertaire (GAL, *Green / Alternative / Libertarian*), et de l'autre les tenants d'une conception traditionnelle, autoritaire et nationaliste (TAN, *Traditional / Authoritarian / Nationalist*)¹⁷.

15 P. Ignazi, « The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal of Political Research*, 22/1, 1992, p. 3-34.

16 H. Kriesi, E. Grande, R. Lachat, M. Dolezal, S. Bornschieer, T. Frey, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

17 L. Hooghe, G. Marks, C. J. Wilson, « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration », *Comparative Political Studies*, 35/8, 2002, p. 965-989.

C'est à la lumière de ces données que les transformations politiques importantes sont analysées dans la période contemporaine. Et la Belgique n'y échappe pas, nous l'évoquerons dans cet ouvrage. Néanmoins, elle présente certaines singularités. La principale concerne le destin de l'État. Les scénarios de l'« après-Belgique » ou du « confédéralisme » sont désormais ouvertement évoqués. En juillet 2021, Paul Magnette, le président du Parti socialiste, et Bart De Wever, le président de la N-VA, ont cru pouvoir déterminer le « *la* » d'une grande réforme de l'État, sans annonce dans les programmes électoraux. L'opération a capoté, mais elle est illustratrice de ce questionnement existentiel désormais permanent. Par ailleurs, cette séquence est annoncée, à défaut d'être pensée et programmée, pour 2024, tout cela avant même de connaître les résultats du scrutin et sans explication sur le pourquoi de cette focale et ce calendrier.

Mais il est vrai que s'il n'y a pas deux démocraties en Belgique, comme l'énonce – à tort – régulièrement Bart De Wever¹⁸, il existe désormais de fait deux sociétés, où la construction des opinions et des modes de pensée diverge profondément. Pour autant, dans la période contemporaine, le clivage linguistique n'est pas exclusif. Tant s'en faut. D'autres clivages sont saillants, ont façonné la vie politique et institutionnelle belge depuis l'indépendance du pays en 1830 et permettent de comprendre les mues profondes qui traversent le système politique belge.

L'ambition de cet ouvrage est d'analyser les événements contemporains dans une perspective plus large que le temps court. La configuration contemporaine du système politique belge et de ses acteurs a beaucoup évolué, mais nous pouvons aussi relever des constantes. Ce livre présente une histoire à la lumière des mutations qui ont affecté le système politique belge, le cadre institutionnel et les partis politiques. L'exercice est complexe. Il est toujours très difficile de donner du sens et de la cohérence à une histoire en mettant en évidence les tournants, les moments clés et les événements majeurs. Dans une analyse des transformations du système politique belge depuis l'indépendance de la Belgique, nous isolons six grandes phases. Elles sont articulées

18 B. De Wever, « La dislocation de la Belgique, c'est un processus lent », *Wilfried*, 13, 2020, p. 20-28.

aux configurations que révèle successivement le système politique belge.

La première séquence s'étend des lendemains de l'indépendance à l'année 1893. Durant ce laps de temps, la vie politique belge est presque exclusivement fixée sur une confrontation entre deux formations politiques ou, sans doute plus justement, deux sensibilités politiques. Libéraux et catholiques s'affrontent durement sur le clivage philosophique. Les premiers portent le principe d'une séparation nette entre le nouvel État parlementaire et l'Église catholique. Ils affirment la prééminence ou la présence de la puissance publique dans des tâches que souhaitent assumer et assurer l'Église et les organisations du monde catholique : l'éducation, une assistance sociale limitée et la santé. Les seconds, au contraire, s'appuient sur la liberté constitutionnelle pour dénier à la puissance publique le droit d'agir, entre autres dans ces mêmes secteurs. La question scolaire et, plus encore, la *guerre scolaire* incarnent le mieux les différences de points de vue et l'ampleur de l'opposition entre les deux camps. Avec un suffrage fondé sur le cens et un scrutin de type majoritaire, cette opposition débouche sur un bipartisme parfait, qui s'exprime pleinement avec la rupture progressive de l'unionisme à la fin des années 1830.

Le deuxième temps couvre la période 1894-1918. Il voit s'affirmer de nouvelles lignes de démarcation dans la société belge, singulièrement la conflictualité d'essence socio-économique et la consolidation progressive du clivage linguistique. L'expression de ces clivages se traduit par la création et le développement de nouveaux partis politiques. Le Parti ouvrier belge-Belgische Werkliedenpartij (POB-BWP), ancêtre du Parti socialiste et de Vooruit, voit le jour en 1885. Son ancrage dans le champ social passe par l'investissement des institutions. Rapidement, le POB-BWP fait de l'élargissement du droit de suffrage l'objectif premier de son action. Il l'atteint en partie en 1893 avec l'établissement du suffrage universel masculin et l'introduction d'un vote plural. Cette transformation est cruciale. Elle change la donne politique et électorale. Elle fait entrer la Belgique dans une dynamique multipartite.

L'émergence de ce multipartisme se confirme avec l'établissement du mode de scrutin proportionnel en 1899. Cette

modification sauve le Parti libéral-Liberale Partij de la disparition parlementaire. Dans cette séquence, le Parti catholique maintient sa domination, qu'il a conquise aux élections de 1884. Malgré les tentatives conjointes des libéraux et des socialistes, en particulier en 1912, de la briser, le Parti catholique conserve la majorité absolue des sièges tout au long de la période.

La troisième période s'ouvre au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le suffrage plural est abandonné, mais le législateur se refuse à étendre le suffrage aux femmes, sauf sur le plan local. L'élection de 1919 atteste de changements déterminants : le Parti catholique perd sa majorité absolue et le Parti ouvrier se hisse à sa hauteur. Désormais, presque tous les gouvernements seront des coalitions. Jusqu'en 1944, deux cas d'école se présentent le plus souvent : une alliance entre catholiques et libéraux, qui jouent le rôle d'appoint (1921-1925 ; 1927-1935), et une tripartite catholique-socialiste-libérale (1919-1921 ; 1935-1944). En parallèle, l'ouverture du système politique s'approfondit après la fin du vote plural. De nouvelles formations voient le jour, le Frontpartij qui se transforme dans les années 1930 en Vlaams Nationaal Verbond (VNV), le Parti communiste de Belgique-Kommunistische Partij van België (PCB-KPB) et Rex.

Le quatrième temps débute après la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'un moment de transition jusqu'à l'élection de 1965. Il est d'abord marqué par l'adoption du suffrage universel. Les femmes se voient octroyer le droit de vote sur le plan national et peuvent, pour la première fois, en faire usage au scrutin de 1949. Cette étape de la vie politique connaît une exacerbation spectaculaire sur le clivage philosophique autour de la question royale jusqu'en 1950 et de la question scolaire par la suite. Sociaux-chrétiens et socialistes sont les deux grands réceptacles du vote tandis que les libéraux jouent un rôle pivot¹⁹ en s'alliant tantôt avec les sociaux-chrétiens (1949-1950 ; 1959-1961), tantôt avec les socialistes (1945-1947 ; 1954-1958). À la suite de Jean Blondel, on peut qualifier ce temps de bipartisme imparfait²⁰.

19 D. Rémy, « The pivotal party: definition and measurement », *European Journal for Political Research*, 3/3, 1975, p. 293-301.

20 J. Blondel, « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Canadian Journal of Political Science*, 1/2, 1968, p. 180-203.

Cette transition se termine avec le pacte scolaire (1958-1959). Politiquement, la Belgique entre dans une nouvelle configuration lors du scrutin organisé au printemps 1965. Socialistes et sociaux-chrétiens subissent une très lourde défaite tandis que les libéraux, qui ont abandonné leur anticléricalisme identitaire, progressent sensiblement. Dans cette cinquième période, le multipartisme s'approfondit à nouveau compte tenu du recul tendanciel des sociaux-chrétiens mais aussi de l'implosion des partis nationaux : les familles politiques nationales se scindent à partir de 1968. En parallèle, de nouveaux partis voient le jour. Les premiers sont les partis régionalistes, longtemps qualifiés de partis communautaires : la Volksunie (VU), le Rassemblement wallon (RW) et le Front démocratique des francophones (FDF). Par la suite, agencés à de nouveaux axes conflictuels, le Vlaams Blok est porté sur les fonts baptismaux en 1979 tandis que les écologistes émergent au début de la décennie 1980 : Ecolo en 1980 et Agalev en 1982. Pendant cette période, le paysage institutionnel se transforme profondément. Quatre réformes de l'État jalonnent la voie qui mène à l'État fédéral : 1970, 1980, 1988 et 1993.

Enfin, nous entrons sans aucun doute de plain-pied dans une nouvelle configuration avec le scrutin de 1999, qui révèle des bouleversements spectaculaires. Pour la première fois depuis l'élargissement du suffrage en 1893, les sociaux-chrétiens sont devancés en Flandre. Pour la première fois depuis la fin du vote plural, les socialistes passent sous le seuil des 30 % des suffrages en Wallonie et les libéraux s'imposent comme la première famille politique du Royaume. Ces convulsions politiques anticipent une première partie de XXI^e siècle sans élément stable, tant dans le paysage politique que dans la structure institutionnelle de l'État. Nous l'avons observé en préambule, l'accroissement de la volatilité électorale²¹, l'affaissement sinon l'effondrement des partis dominants historiques, l'augmentation de la fragmentation politique et le questionnement sur le destin même de la Belgique dominent les esprits et l'action politique depuis vingt ans.

21 T. Schamp, « De vlottende kiezer in een versplinterd partijlandschap », in C. Devos (éd.), *België#2014: een politieke geschiedenis van morgen*, Gand, Borgerhoff & Lamberigts, 2014, p. 93-113.

Ce sont ces six temps de l'histoire du système politique belge que nous décortiquons dans cette nouvelle édition de cet ouvrage, très fortement remanié. Bien sûr, comme dans tout découpage chronologique, les frontières entre les différentes étapes temporelles sont poreuses. Il importe d'approcher les évolutions dans une optique dynamique où, sans être légion, les ruptures n'en sont pas moins essentielles.